

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

\*\*\*\*\*

DIRECTION DE CABINET

\*\*\*\*\*

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

\*\*\*\*\*



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité – Dignité – Travail

\*\*\*\*\*

10 1 AOUT 2019

**RAPPORT D'EXECUTION BUDGÉTAIRE DU  
DEUXIÈME TRIMESTRE 2019**

Le présent rapport fait le point de l'exécution du budget de l'Etat du second trimestre 2019. Il répond aux obligations de la transparence et de la redevabilité des autorités du ministère des finances et du budget à l'égard des responsables politico-administratifs, des partenaires techniques et financiers, ainsi que du public.

Il expose et analyse les informations sur les finances publiques en général et sur l'exécution du budget de l'exercice en cours, à fin juin 2019, en particulier.

Il est structuré autour des points suivants :

- **Le contexte d'élaboration de la loi de finances 2019 ;**
- **L'exécution du budget à fin juin 2019 ;**
- **Les perspectives.**

## **I. LE CONTEXTE D'ELABORATION DU BUDGET 2019**

Le Budget de l'Etat pour l'exercice 2019 a été élaboré dans un contexte marqué par :

- i) **Au plan international** : Selon les prévisions du Fonds Monétaire International, la croissance mondiale, qui a atteint 3,8% en 2017, devrait progresser de 3,9% tant en 2018 qu'en 2019, grâce à des conditions financières jugées favorables, ainsi que des répercussions bénéfiques intérieures et externes de la politique budgétaire expansionniste aux Etats-Unis. De plus, la croissance du PIB mondial serait portée par une accélération attendue dans les pays émergents et les pays en développement, appariée à une croissance résiliente dans les pays avancés. Toutefois, les conflits et les tensions géopolitiques continuent de faire peser des périls sur les perspectives économiques de plusieurs régions.
- ii) **Au plan national** : le taux de croissance du PIB serait de 5,0% en 2019 contre 4,3% en 2018, soit une augmentation de 0,7 point de pourcentage, due à la bonne performance vigoureuse des branches de la forêt et des BTP, de l'agriculture, des mines, des transports, du commerce et à une meilleure exécution des projets d'investissements publics dans le cadre du Plan National de Relèvement et de Consolidation de la Paix (RCPCA). Cette croissance serait accompagnée d'une maîtrise de l'inflation, avec un taux en 2019 de 3,4% contre 4,0% en 2018. La poursuite de la mise en œuvre des mesures structurantes et innovatrices mises en œuvre par l'Administration Financière, permettra de renforcer les moyens de mobilisation des ressources et de renforcer les capacités de dépenses d'investissement de l'Etat.

Les travaux d'élaboration du budget 2019 ont été marqués par : i) la promulgation de la nouvelle Loi Organique Relative aux Lois de Finances (LOLF) en République Centrafricaine en date du 13 Juillet 2018 ; ii) l'approbation de la 4<sup>ème</sup> revue du programme économique et financier associé à la Facilité Elargie de Crédit (FEC) du Gouvernement Centrafricain par le Conseil d'Administration du Fonds Monétaire International (FMI) le 02 Juillet 2018, conclu par le décaissement de près de 18 milliards de FCFA ; iii) un regain stable d'intérêt des Partenaires Techniques et Financiers pour appuyer les actions



de reconstruction de la République Centrafricaine, après le retour à l'ordre constitutionnel ; iv) le renforcement des capacités des forces de défenses et de sécurité, soutenu par les Gouvernements Américains et Chinois en équipements militaires ; v) la poursuite du processus de recrutement et de formation des éléments des Forces Armées Centrafricaines (FACA) ; vi) l'intégration à la fonction publique centrafricaine de personnel civil, en vue du renforcement qualitatif et quantitatif des effectifs de différents départements ministériels ; vii) la mise en place de nouveaux textes organiques des ministères et institutions de la République ; et viii) la fragilité de la situation sécuritaire.

Les grandes priorités du budget 2019 sont les suivantes :

- 1. le renforcement de la paix et la sécurité ;**
- 2. l'assainissement des finances publiques, la relance et le soutien à l'activité économique ;**
- 3. la politique et bonne gouvernance ; et**
- 4. les affaires sociales et les actions humanitaires.**

Au surplus, en termes de priorités, le Gouvernement veillera à assurer ses principales missions régaliennes. A cet effet, il mettra un accent sur la priorisation des activités et surtout sur l'efficacité et l'efficience des politiques publiques mises en œuvre par les Ministères et Institutions de la République.

L'atteinte des objectifs recherchés à travers ces grandes priorités repose sur des choix stratégiques budgétaires concertés et appropriés.

Face aux défis majeurs auxquels le pays est confronté, la priorité sera de poursuivre le processus de renforcement des finances publiques, par l'amélioration des capacités de recouvrement des recettes fiscales et la poursuite des actions de la maîtrise des dépenses publiques.

Aussi, les choix stratégiques sous-tendant les priorités du budget de l'exercice 2019 se présentent-ils comme suit :

#### **a) En matière de ressources**

Au titre de la mobilisation des ressources internes, l'accent sera mis sur l'amélioration continue du recouvrement des recettes, en approchant au moins le taux de 10% du PIB, par le biais du recalibrage des conditions de recouvrement de la fiscalité pétrolière, et de l'amélioration de la fiscalisation des produits forestiers, et de la téléphonie mobile. Par ailleurs, un accent particulier sera mis sur l'intensification de la lutte contre la fraude et la corruption tout en poursuivant le transfert de toutes les ressources de la parafiscalité au Compte Unique du Trésor (CUT) ainsi que la maîtrise des exonérations et autres dépenses fiscales.

L'ambition du Gouvernement demeure l'accroissement continu, année après année, de la part des dépenses financées sur ressources propres.

Au titre de la mobilisation des ressources extérieures, le Gouvernement continuera à recourir aux financements extérieurs en appoint aux ressources internes en œuvrant à l'optimisation du taux de décaissement des appuis budgétaires. Il s'agira d'accroître le taux de mobilisation des concours extérieurs sous d'autres modalités tels que les dons et prêts projets hautement concessionnels, associés à des mesures d'amélioration du taux d'absorption des ressources extérieures.

### **b) En matière de dépenses**

Le Gouvernement est déterminé à renforcer aussi bien l'efficience, la qualité que la transparence des dépenses publiques.

L'esprit de rigueur, le combat contre les abus et les gaspillages des ressources continueront de marquer le fonctionnement des services administratifs.

A cet égard, une attention particulière sera portée sur les secteurs prioritaires (Santé, Education, Affaires Sociales, et Développement Rural), marquée par une augmentation des dépenses sociales à fort impact sur la réduction de la pauvreté.

Pour les secteurs prioritaires, les dépenses devront s'orienter vers des investissements suffisamment structurants pour impacter le reste de l'économie.

En matière de prévisions des dépenses publiques, des efforts devraient être faits pour maintenir le déficit primaire à 1,2% conformément au repère du programme de Facilité Elargie de Crédit (FEC).

Dans ce contexte, il s'agit de consolider les mesures de rationalisation des charges de l'Etat en renforçant et en poursuivant les mesures déjà actées telle que l'adéquation entre le plan de trésorerie et le plan d'engagement.

Ces différentes orientations et choix stratégiques ont encadré la fixation des grandes masses du présent projet de budget de l'Etat pour l'année 2019.

Le tableau ci-dessous présente les grandes masses du budget 2019.



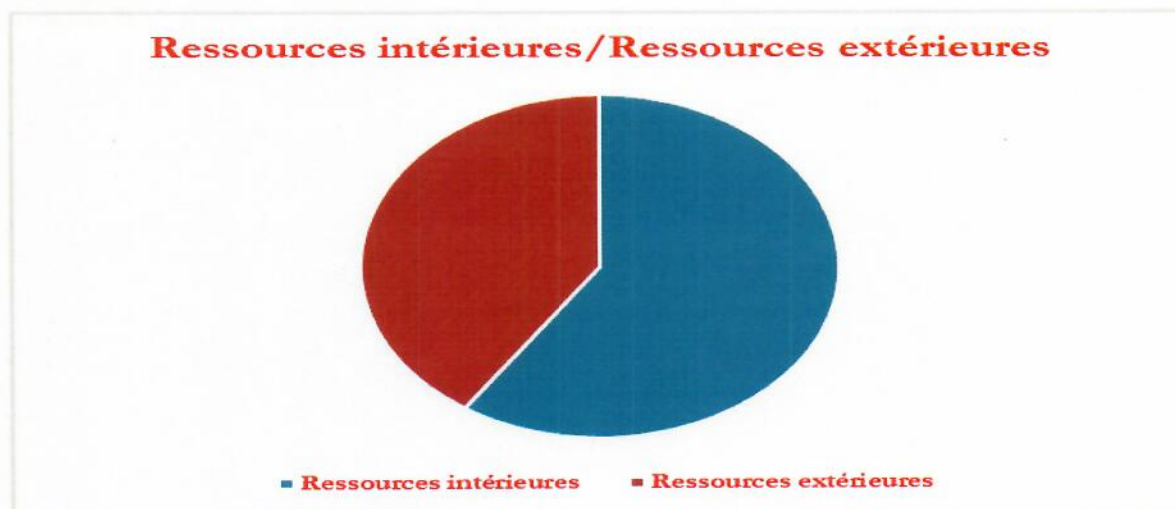


**Tableau n°1 : Prévisions de grandes masses de la loi de finances 2019 (en milliards de francs CFA)**

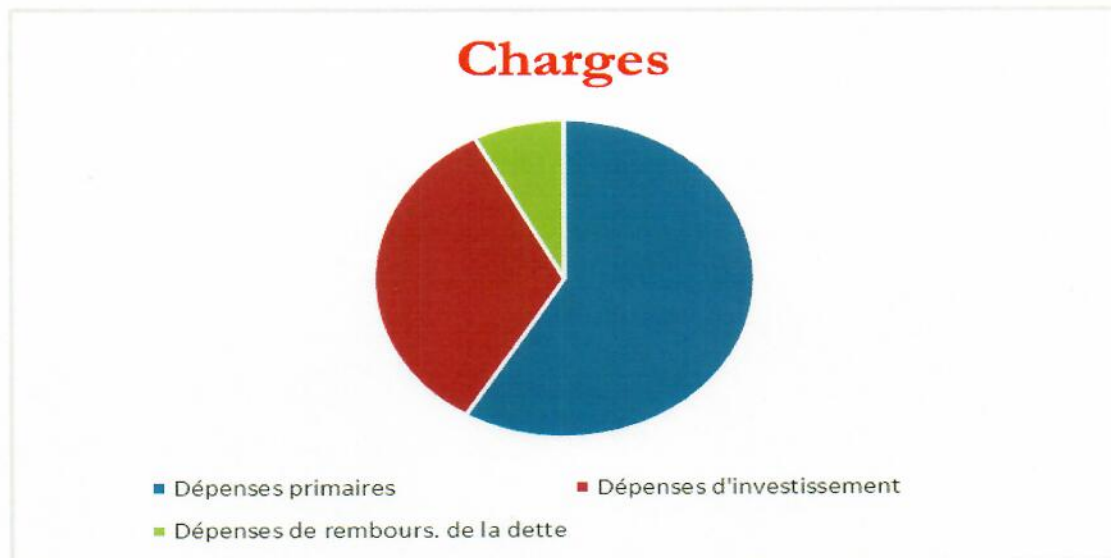
<b>Libellés</b>	<b>Montants (en milliers de francs FCFA)</b>
<b>RESSOURCE TOTALES</b>	<b>234 840 409</b>
<b>Ressources Propres</b>	<b>139 941 631</b>
<i>Douanes</i>	57 920 153
<i>Impôts</i>	62 648 746
<i>Trésor</i>	19 372 732
<b>Ressources extérieures</b>	<b>94 898 778</b>
Appuis budgétaires	36 400 000
Appuis projets	58 498 778
<i>Dons projets</i>	52 288 778
<i>Emprunts projets</i>	6 210 000
<b>CHARGES TOTALES</b>	<b>239 936 628</b>
<b>Dépenses primaires</b>	<b>140 801 625</b>
<i>Personnel</i>	63 473 193
<i>Biens et Services</i>	35 465 091
<i>Frais Financiers</i>	6 403 700
<i>Transferts et Subventions</i>	35 459 641
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>80 567 733</b>
<i>Sur ressources propres</i>	22 068 955
<i>Sur ressources extérieures</i>	58 498 778
<b>Dépenses de rembours. De la Dette</b>	<b>18 567 270</b>
<b>Solde budgétaire</b>	<b>- 5 096 219</b>

Source : LF 2019

**Figure 1 : Répartition des ressources**



**Figure 2 : Répartition des Charges**



## II. Exécution du budget à fin juin 2019

L'exécution du budget de l'Etat au premier semestre 2019 s'est déroulée dans un contexte économique peu favorable marqué à la fois par la signature des accords de Khartoum, la mise en place d'un Gouvernement inclusif et la reprise des hostilités dans le Sud-Ouest du pays ayant perturbé le transport des marchandises sur le corridor Bangui/Garamboulaï.

C'est dans cet environnement que le niveau de mobilisation des ressources de l'Etat au 30 juin 2019 s'établit à 169,76 milliards de francs CFA pour une prévision de 234,84 Milliards de francs CFA, soit un niveau de réalisation de 72,29% expliqué par une forte mobilisation des ressources extérieures qui représentent 57,32%, compensant ainsi la contreperformance interne. A la même période en 2018, il a été recouvré 102.96 milliards de francs CFA.

L'exécution des dépenses à fin juin 2019 s'élèvent globalement à 72,74 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 239,94 milliards de francs CFA soit un taux de réalisation de 30,32 %. Cette hausse est imputable notamment à une progression constatée au niveau des dépenses de personnel (+ 0,29 milliard de francs CFA), des dépenses d'intervention (+1,92 milliards de francs) et des dépenses d'investissement sur ressources propres (+3,05 milliards de francs CFA).

De ce fait, il a été dégagé un solde budgétaire de 97,02 milliards de francs CFA au 30 juin 2019.

Les prévisions budgétaires par grandes masses de l'exercice 2019 sont présentées dans le tableau ci-dessous ainsi que les résultats de l'exécution du premier semestre.

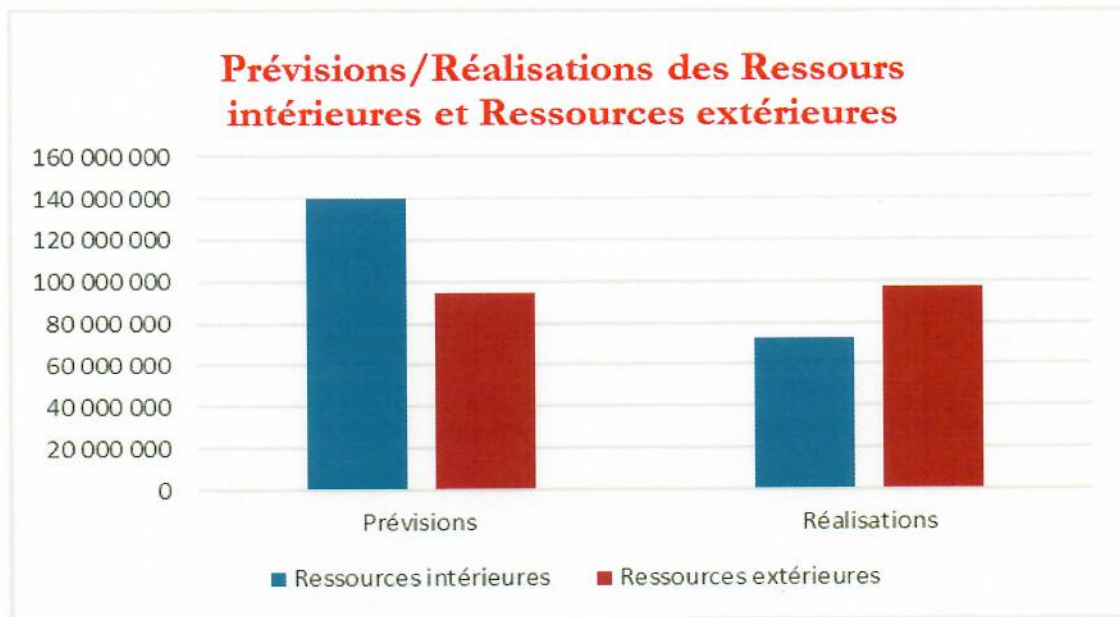


**Tableau n° 2 : Prévisions de grandes masses et réalisations des recettes au 1<sup>er</sup> semestre 2019 (en milliers de francs CFA)**

	Total réalisation au 1 <sup>er</sup> semestre 2018	Prévision 2019 [2]	Réalisation au premier trimestre 2019 [3]	Réalisation au deuxième trimestre 2019 [4]	Total réalisations au 1 <sup>er</sup> semestre 2019 [5]=[3]+[4]	Taux de réalisation (en %) [6]=[5]/[2]
<b>RESSOURCES</b>	<b>102 956 547</b>	<b>234 840 409</b>	<b>41 504 065</b>	<b>128 258 978</b>	<b>169 763 043</b>	<b>72,29%</b>
<b>Ressources intérieures</b>	<b>69 263 529</b>	<b>139 941 631</b>	<b>31 674 243</b>	<b>40 780 089</b>	<b>72 454 332</b>	<b>51,77%</b>
<b>Ressources propres</b>	<b>54 988 529</b>	<b>139 941 631</b>	<b>27 778 243</b>	<b>31 532 089</b>	<b>59 310 332</b>	<b>42,38%</b>
Douanes	26 392 217	57 920 153	12 838 456	14 562 341	27 400 797	47,31%
Impôts	28 232 212	62 648 746	14 430 558	15 994 280	30 424 838	48,56%
Trésor	364 100	19 372 732	509 229	975 468	1 484 697	7,66%
<b>Emprunts</b>	<b>14 275 000</b>	<b>-</b>	<b>3 896 000</b>	<b>9 248 000</b>	<b>13 144 000</b>	
Emprunts (Bon du Trésor)	13 668 000	-	3 896 000	9 248 000	13 144 000	
Emprunts (FMI et autres)	607 000	-			-	
<b>Ressources extérieures</b>	<b>33 693 018</b>	<b>94 898 778</b>	<b>9 829 822</b>	<b>87 478 889</b>	<b>97 308 711</b>	<b>102,54%</b>
Appuis budgétaires	19 156 000	36 400 000		58 908 000	58 908 000	161,84%
Appuis projets	14 537 018	58 498 778	9 829 822	28 570 889	38 400 711	65,64%
Dons projets	6 337 638	52 288 778	9 735 036	28 193 351	37 928 387	72,54%
Emprunts projets	78 198	6 210 000	94 786	377 538	472 324	7,61%
<b>CHARGES</b>	<b>90 206 023</b>	<b>239 936 628</b>	<b>34 017 817</b>	<b>35 706 205</b>	<b>72 742 591</b>	<b>30,32%</b>
<b>Dépenses primaires</b>	<b>59 690 314</b>	<b>140 801 625</b>	<b>32 111 715</b>	<b>30 750 062</b>	<b>65 880 346</b>	<b>46,79%</b>
Personnel	29 009 168	63 473 193	14 924 521	15 218 650	30 143 171	47,49%
Biens et services	18 541 139	35 465 091	11 130 831	10 575 269	21 706 100	61,20%
Frais financiers	-	6 403 700		0	0	0,00%
Transferts et subventions	12 140 007	35 459 641	6 056 363	7 974 712	14 031 075	39,57%
<b>Dépenses d'investissement</b>	<b>20 169 268</b>	<b>80 567 733</b>	<b>1 906 102</b>	<b>4 956 143</b>	<b>6 862 245</b>	<b>8,52%</b>
<i>Sur ressources propres</i>	5 632 250	22 068 955	1 906 102	4 956 143	6 862 245	31,09%
<i>Sur ressources extérieures</i>	14 537 018	58 498 778			0	0,00%
<b>Dépenses de rembours. de la dette</b>	<b>10 346 441</b>	<b>18 567 270</b>		<b>0</b>		<b>0,00%</b>
Dettes intérieures			-	0	-	
Dettes extérieures			-	0	-	
<b>Arriérés payés</b>						
<b>Solde budgétaire</b>	<b>12 750 524</b>	<b>- 5 096 219</b>	<b>7 486 248</b>	<b>92 552 773</b>	<b>97 020 452</b>	

Sources: DGB, DGTCP, DGDDI, DGID, MEPC (DGPE)

**Figure 3: Prévisions/ Réalisations des ressources internes et externes**



## **II.1. Situation des ressources mobilisées**

### **II.1.1. Ressources intérieures**

Les ressources intérieures sont composées des ressources propres et des emprunts :

#### **a) Ressources propres**

Les ressources mobilisées à fin juin 2019 sont de l'ordre de 59,31 milliards de francs CFA soit un taux de réalisation de 42,38% sur une prévision annuelle de 139,94 milliards de francs CFA. Comparée à la même période pour l'année 2018, la mobilisation des ressources propres connaît une hausse de 7,86%.

Malgré cette hausse de 7,86% par rapport au premier semestre 2018, le niveau de mobilisation de recettes propres reste en deçà du taux de 50% projeté de la prévision.

Le tableau ci-dessous présente la situation des recettes propres mobilisées au 1<sup>er</sup> semestre 2019 :



**Tableau n° 3 : Répartition des recettes par structure de recouvrement à fin juin 2019  
(En milliers de francs CFA)**

	Total réalisation au 1er semestre 2018	Total réalisation au 1er trimestre 2019	Total réalisation au 2e trimestre 2019	Total réalisation au 1er semestre 2019
<b>Douanes</b>	26 392 217	12 838 456	14 562 341	<b>27 400 797</b>
<b>Impôts</b>	28 232 212	14 430 558	15 994 280	<b>30 424 838</b>
<b>Trésor</b>	364 100	509 229	975 468	<b>1 484 697</b>
<b>TOTAL</b>	<b>54 988 529</b>	<b>27 778 243</b>	<b>31 532 089</b>	<b>59 310 332</b>

Sources : DGDDI, DGID et DGTCP

### ➤ La Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects (DGDDI)

A la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2019, la DGDDI a mobilisé 27,4 milliards de francs CFA soit un taux de réalisation de 47,31%, en deçà de la cible de 50%. Alors qu'à la même période en 2018, la DGDDI a mobilisé 26,39 milliards de francs CFA. Il en résulte que le niveau de recouvrement a progressé de 3,82% par rapport à l'année 2018.

Les réalisations en matière de mobilisation des recettes de la Direction Générale des Douanes et des Droits Indirects sont retracées dans le tableau suivant :

**Tableau n° 4 : Répartition des recettes réalisées par la DGDDI**

	Total réalisation au 1er semestre 2018	Prévision 2019	Total réalisation au 1er trimestre 2019	Total réalisations au 2e trimestre 2019	Total réalisation au 1er semestre 2019	Taux de réalisation
<b>Recettes fiscales</b>	22 652 115	46 829 006	11 399 223	11 371 840	22 771 063	48,63%
<b>Droits de sorties</b>	493 809	1 986 491	36 749	279 627	316 376	15,93%
<b>Amendes et pénalités</b>	199 896	487 044	52 526	129 134	181 660	37,30%
<b>Recettes affectées</b>	2 574 774	7 219 036	734 437	2 382 084	3 116 521	43,17%
<b>Recettes sur exercices antérieurs</b>		-	297 840		297 840	
<b>Autres recettes</b>	471 623	1 398 576	317 681	399 656	717 337	51,29%
<b>TOTAL</b>	<b>26 392 217</b>	<b>57 920 153</b>	<b>12 838 456</b>	<b>14 562 341</b>	<b>27 400 797</b>	<b>47,31%</b>

Source : DGDD

La réalisation en matière de mobilisation des recettes de la DGDDI a été influencée par :

- D'importantes exonérations enregistrées à hauteur de 32,28 milliards de francs CFA au profit des partenaires, constituant ainsi des manques à gagner pour l'Etat;
- La baisse du volume des importations en provenance de Douala suite à la fermeture temporaire des frontières Centrafricano-camerounaises, causée par les agissements des groupes armés opérant à l'Ouest ;
- La mise en œuvre des dispositions de la Loi de Finances relatives aux droits d'accises et des taxes additionnelles sur le vin, liqueur et cigarette.

Afin d'intensifier la mobilisation des recettes douanières, la DGDDI compte poursuivre la mise en œuvre des actions contenues dans son plan d'action, notamment:

- Le renforcement des capacités des agents de la Douane ;
- Le renforcement de la chaîne de dédouanement ;
- La maîtrise des flux d'importation et d'exportation des marchandises ;
- La lutte contre la fraude.

### ➤ La Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID)

Au 1<sup>er</sup> semestre 2019, la DGID a recouvré un montant de 30,42 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 62,65 milliards, soit un taux de recouvrement de 48,56%. Ce résultat est inférieur à la cible attendue, malgré une progression de 7,77% par rapport aux réalisations du 1<sup>er</sup> semestre 2018, qui se chiffraient à 28,23 milliards de francs CFA.

Le tableau suivant met en exergue le niveau de performance réalisée par la DGID au 1<sup>er</sup> semestre 2019 :

**Tableau n° 5 : Situation des recettes de la DGID au 1<sup>er</sup> semestre 2019.**

Nature des recettes	Total réalisation au 1er semestre 2018	Prévision 2019	Total réalisation au 1er trimestre 2019	Total réalisation au 2e trimestre 2019	Total réalisation au 1er semestre 2019	Taux de réalisation
<b>Recettes fiscales</b>	24 465 051	54 739 779	12 520 803	14 041 095	26 561 898	48,52%
<b>Recettes non fiscales</b>	3 331 484	6 748 829	1 618 489	1 706 607	3 325 096	49,27%
<b>Recettes sur exercices antérieurs</b>	37 734	309 965	124 755	102 722	227 477	73,39%
<b>Produits divers et exceptionnels</b>	397 943	850 173	166 511	143 856	310 367	36,51%
<b>TOTAL</b>	<b>28 232 212</b>	<b>62 648 746</b>	<b>14 430 558</b>	<b>15 994 280</b>	<b>30 424 838</b>	<b>48,56%</b>

Source : DGID



## ➤ La Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique

A fin juin 2019, la DGTCP a mobilisé au total 1,48 milliard de francs CFA sur une prévision annuelle de 19,37 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de 7,66% qui est largement en deçà de l'objectif à atteindre.

En dépit de ce faible taux de réalisation, il est observé une hausse du niveau de recouvrement de l'ordre de 1,12 milliard de francs CFA par rapport à la même période en 2018.

Il convient de souligner que la DGTCP n'a pu atteindre son objectif au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2019 compte tenu du contexte économique difficile. A cet égard, la DGTCP doit mener certaines actions afin d'améliorer ses performances d'ici fin 2019.

Le tableau ci-après retrace la situation de la mobilisation des ressources de la DGTCP au 1<sup>er</sup> semestre 2019 :

**Tableau n° 6 : Recettes réalisées par la DGTCP au 1<sup>er</sup> semestre 2019**

	Réalisation au 1 <sup>er</sup> semestre 2018	Prévision 2019	Total réalisation au 1 <sup>er</sup> trimestre 2019	Total réalisation au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2019	Total réalisation au 1 <sup>er</sup> semestre 2019	Taux de réalisation au 1 <sup>er</sup> semestre 2019
Recettes fiscales		1 800 000				
Recettes non fiscales	208 492	15 804 492	483 533	943 672	1 427 205	9,03%
Recettes sur exercices antérieurs		10 000			-	0,00%
Produits exceptionnels	129 895	1 728 240	25 696	31 796	57 492	3,33%
Produits financiers	25 713	30 000			-	0,00%
<b>TOTAL</b>	<b>364 100</b>	<b>19 372 732</b>	<b>509 229</b>	<b>975 468</b>	<b>1 484 697</b>	<b>7,66%</b>

Source : DGTCP

### b) Les emprunts

Au 1<sup>er</sup> semestre 2019, le montant des emprunts se chiffre à hauteur de 13,14 milliards de francs CFA constitués uniquement des Bons du Trésor. La mobilisation des emprunts se sont révélés plus importants au 2<sup>ème</sup> trimestre avec un montant de 9,25 milliards de francs CFA.

#### II.1.2 Financement extérieur

A fin juin 2019, la mobilisation de ressources extérieures se chiffre à hauteur de 97,41 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 94,90 milliards de francs CFA, soit un taux de réalisation de plus 100%. Ce montant est constitué des Appuis budgétaires (58,91 milliards de francs CFA) et des Appuis projets (38,50 milliards de francs CFA).

## **II.2 SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES BUDGETAIRES**

L'exécution des dépenses publiques au deuxième trimestre 2019 est réalisée dans un contexte marqué par la mise en place d'un Gouvernement inclusif suite à l'accord politique de paix et de réconciliation en République centrafricaine signé à Bangui le 06 février 2019, la déclaration de Politique Générale du Premier Ministre, Chef du Gouvernement en date du 29 avril 2019, la mise en œuvre progressive du principe de la délégation de la fonction de l'Ordonnateur Principal du Budget détenu à ce jour par le Ministre des Finances au profit des responsables sectoriels ainsi que les Présidents des Institutions de la République, le développement des nouveaux outils de gestion des finances publiques tels que le Cadre Sectoriel des Dépenses à Moyen Terme (CSDMT), la prise en compte des effets financiers des modifications du cadre institutionnel intervenu dans certains départements ministériels.

La partie suivante fait le point de l'exécution du budget de l'Etat en dépenses, base engagement au 30 juin 2019, issu des données de l'applicatif de gestion des dépenses publiques « GESCO ».

### **II.2.1 Analyse de l'exécution du budget de l'Etat par nature**

Au 30 juin 2019, la situation d'exécution du budget de l'Etat affiche un niveau de réalisation base engagement de 72,74 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 181,44 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 40,09 %, en deçà de la cible fixée à 50%.

Par rapport à la même période en 2018, le niveau d'exécution de cet agrégat était de l'ordre de 65,32 milliards de FCFA. Il en ressort pour 2019, une nette amélioration de l'ordre de 7,42 milliards de FCFA.

Toutefois, cette performance est amoindrie par la faiblesse du taux d'exécution des dépenses d'investissement, qui a enregistré un niveau de 31,09 % contre 00 % pour la dette (dépenses payées sans ordonnancement préalable). Comparé à la même période en 2018, les dépenses d'investissement à fin juin 2019, enregistre une légère amélioration.

La synthèse de l'exécution des dépenses au 30 juin 2019 est consignée dans le tableau ci-après.



**Tableau n° 7 : Situation de l'exécution des dépenses par titre budgétaire (en milliers de francs CFA)**

Nature des dépenses	Cumul des dépenses engagées au 1er semestre 2018	Prévision 2019	Dépenses engagées au 1er trimestre 2019	Dépenses engagées au 2e trimestre 2019	Dépenses engagées au 1er semestre 2019	Taux d'engagement
<b>Dépenses primaires</b>	<b>59 690 314</b>	<b>140 801 625</b>	<b>32 111 715</b>	<b>33 768 631</b>	<b>65 880 346</b>	<b>46,79%</b>
Personnel	29 009 168	63 473 193	14 924 521	15 218 650	30 143 171	47,49%
Biens et services	18 541 139	35 465 091	11 130 831	10 575 269	21 706 100	61,20%
Frais financiers		6 403 700		-		0,00%
Transferts et subventions	12 140 007	35 459 641	6 056 363	7 974 712	14 031 075	39,57%
<b>Investissements</b>	<b>5 632 250</b>	<b>22 068 955</b>	<b>1 906 102</b>	<b>4 956 143</b>	<b>6 862 245</b>	<b>31,09%</b>
<b>Remboursement de la dette</b>		<b>18 567 270</b>				<b>00,00%</b>
<b>Total</b>	<b>65 322 564</b>	<b>181 437 850</b>	<b>34 017 817</b>	<b>38 724 774</b>	<b>72 742 591</b>	<b>40,09%</b>

Source : DGB (GES'CO)

### a) Dépenses primaires

Au 30 juin 2019, le montant des dépenses courantes base engagement se chiffre à 65,88 milliards de francs CFA sur une prévision annuelle de 140,80 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 46,79 %. Ce taux est inférieur au repère de 50 % avec un écart de 3,21 points.

### i) Dépenses du personnel

Les dépenses de personnel à fin juin 2019 affiche un niveau d'exécution base engagement de l'ordre de 30,14 milliards de francs CFA, soit un taux d'exécution de 47,49 % contre 47,86% à la même période en 2018, pour un montant de 29,01 milliards de francs CFA. Rapproché au repère de 50 %, le taux d'exécution au 30 juin 2019 est inférieur à cette cible avec un écart de 2,51 point.

Au premier trimestre 2019, les dépenses de personnel se chiffrent à 14,92 milliards de FCFA contre 15,22 milliards de FCFA au deuxième trimestre 2019, soit une légère augmentation de 0,29 milliard de FCFA, justifiée par la prise en charge de certaines personnalités politiques nommées à la Présidence de la République, à la Primature et dans certaines Institutions de la République, suite à l'Accord Politique de Paix et de la Réconciliation en République Centrafricaine du 06 février 2019.



## **ii) Dépenses des biens et services**

Au 30 juin 2019, le montant engagé des dépenses des biens et services s'élève à 21,71 milliards de FCFA, sur une dotation de 35,47 milliards de FCFA soit un taux d'engagement de 61,20% contre 65,63% à la même période en 2018.

Comparativement au niveau d'engagement au 30 juin 2018, le montant des dépenses des biens et services engagé à fin juin 2019 a enregistré une hausse de 3,17 milliards de FCFA, correspondant à un taux d'accroissement de 17,10 %.

Cette hausse est due à l'intérêt croissant des fournisseurs à exécuter les commandes de l'Etat, suite aux différentes mesures prises par le Gouvernement pour réduire le taux d'accumulation des arriérés intérieurs et pour apurer le niveau des dettes commerciales intérieures.

Cette situation s'explique, par ailleurs, par la mise en œuvre des différentes réformes prévues dans les nouveaux textes, encadrant la gestion des finances en République Centrafricaine. Il s'agit plus particulièrement de :

- La mise en œuvre progressive de la délégation de la fonction d'ordonnateur par la dévolution des phases d'engagement et de liquidation des dépenses aux ministères sectoriels ;
- Le déploiement de contrôleurs financiers «à demeure» auprès des ministères sectoriels bénéficiaires de la délégation progressive de la fonction d'ordonnateur;
- La création d'une plate-forme de saisie des engagements et des liquidations, dédiée aux ministères sectoriels concernés ;
- Le développement des nouveaux outils de gestion des finances publiques, en occurrence les plans d'engagement, de passation des marchés et de trésorerie.

## **iii) Dépenses de transferts et de subventions**

Au 30 juin 2019, le montant des dépenses de transferts et subventions se chiffre à 14,03 milliards de FCFA, sur une dotation annuelle de 35,46 milliards de FCFA, soit un taux d'exécution de 39,57% contre 39,76% en 2018.

Comparativement à la même période en 2018, le montant des dépenses de transferts et subventions a enregistré une augmentation de 1,89 milliards de FCFA, soit un taux d'augmentation de 15,57%.

Cette hausse est liée à la prise en charge des diverses subventions accordées par l'Etat aux autres unités administratives, aux paiements réguliers des pensions et bourses et à la fréquence régulière des évacuations sanitaires ainsi que la prise en charge des contributions aux institutions sous-régionales et internationales.



## b) Dépenses d'investissement

Au 30 juin 2019, le montant global engagé des dépenses d'investissement s'élève à 6,86 milliards de FCFA sur une prévision annuelle de 22,07 milliards de FCFA, soit un taux de réalisation de 31,09%.

Comparativement à la même période en 2018 dont le montant était de 5,63 milliards de FCFA, il est constaté une légère amélioration de 1,23 milliard de FCFA.

Les principales raisons qui justifient cette augmentation du taux d'exécution durant la période se résument aux raisons suivantes :

- La maîtrise des procédures d'exécution des dépenses par les gestionnaires de crédits ;
- L'approbation à temps des plans prévisionnels de passation de marchés des institutions de la République et des départements sectoriels.

## c) Dépenses de remboursement de la dette

Le montant de la prévision pour le remboursement de la dette au titre de l'année 2019 s'élève globalement à 18,57 milliards de FCFA.

Les dépenses de remboursement sont des dépenses payées sans ordonnancements préalables. Leur règlement se fait soit par débit d'office ou à travers l'échéancier de la dette, avant qu'intervienne les opérations de régularisation, par la Direction Générale du Budget.

## II.2.2 Les dépenses exécutées par Ordre de Paiement (OP)

Au 30 juin 2019, le cumul des dépenses exécutées en procédures exceptionnelles affiche un montant global de 3,33 milliards de francs CFA. Ce montant rapporté à la masse des dépenses initiales prévues dans la loi de finances 2019, isolé des dépenses de personnel et de remboursement de la dette, dégage un taux de réalisation de 2,89%.

**Tableau n° 8: Dépenses exécutées en procédure exceptionnelle (OP)**

Nature des dépenses	Prévision 2019	Exécution OP au 1er trimestre 2019	Exécution OP au 2e trimestre 2019	Exécution OP au 1er Semestre 2019	Taux d'exécution
Biens et services	35 465 091	1 668 086	1 128 043	2 796 129	7,88%
Frais financiers	6 403 700				0,00%
Intervention	35 459 641	250 918	280 646	531 564	1,50%
Investissement	22 068 955				0,00%
Remboursement de la dette	18 567 270				0,00%
<b>Total</b>	<b>117 964 657</b>	<b>1 919 004</b>	<b>1 408 689</b>	<b>3 327 693</b>	<b>2,89%</b>

Source : DGB

Le niveau de réalisation atteint en matière des dépenses en procédure exceptionnelle démontre la volonté du Gouvernement à de limiter le recours aux procédures exceptionnelles.

### **II.2.3 Les dépenses sociales**

L'exécution des dépenses au profit des secteurs sociaux au 30 juin 2019 affiche un montant de réalisation de 18,91 milliards de francs CFA pour une prévision annuelle de 52,24 milliards soit un taux de réalisation de 36,2%. Le taux d'exécution des dépenses de fonctionnement s'établit à 49,55% or, le taux de réalisation des dépenses d'intervention est de l'ordre de 39,83%.

La contreperformance du taux d'exécution des dépenses au niveau des secteurs sociaux est dû à la faiblesse du taux de réalisation des dépenses d'investissement qui, au premier trimestre était de l'ordre de 5,11%, qui contrebalance l'amélioration enregistrée au deuxième trimestre avec un taux d'exécution de 30,39%.

Les raisons qui expliquent cette légère amélioration des dépenses d'investissement sont entre autres ; l'engouement de certains partenaires techniques et financiers, qui ont mobilisé beaucoup plus de ressources au profit du ministère de la promotion de la femme et de la protection de l'enfant.



**Tableau n° 9 : Récapitulatif des dépenses au profit des secteurs sociaux**

	Dotation 2019	Total dépenses engagées au 1er Trimestre 2019	Total dépenses engagées au 2e Trimestre 2019	Total dépenses engagées au 1er Semestre 2019	Taux d'exécution au 1er Semestre 2019 (Eng)
<b>Education</b>	<b>13 368 041</b>	<b>2 293 072</b>	<b>2 620 614</b>	<b>4 913 686</b>	<b>36,76%</b>
Titre II: Fonctionnement	6 127 300	1 200 841	1 973 897	3 174 738	51,81%
Titre IV: Intervention	3 250 000	979 451	331 543	1 310 994	40,34%
Titre V: Investissement	3 990 741	112 780	315 174	427 954	10,72%
<i>Sur ressources propres</i>	1 893 884	9 431	315 174	324 605	
<i>Sur ressources extérieures</i>	2 096 857	103 349	-	103 349	
<b>Santé</b>	<b>18 202 973</b>	<b>1 564 607</b>	<b>2 276 574</b>	<b>3 841 181</b>	<b>21,10%</b>
Titre II: Fonctionnement	5 633 908	1 379 618	1 247 583	2 627 201	46,63%
Titre IV: Intervention	1 637 000	140 000	730 562	870 562	53,18%
Titre V: Investissement	10 932 065	44 989	298 429	343 418	3,14%
<i>Sur ressources propres</i>	904 699	44 989	258 550	303 539	
<i>Sur ressources extérieures</i>	10 027 366		39 879	39 879	
<b>Affaires Sociales</b>	<b>4 948 022</b>	<b>1 566 374</b>	<b>2 393 063</b>	<b>3 959 437</b>	<b>80,02%</b>
Titre II: Fonctionnement	131 000	40 382	35 880	76 262	58,22%
Titre IV: Intervention	620 560	56 050	158 261	214 311	34,54%
Titre V: Investissement	4 196 462	1 469 942	2 198 922	3 668 864	87,43%
<i>Sur ressources propres</i>	72 500	23 494	33 988	57 482	
<i>Sur ressources extérieures</i>	4 123 962	1 446 448	2 164 934	3 611 382	
<b>Promotion de la Femme</b>	<b>1 258 106</b>	<b>75 015</b>	<b>3 873 909</b>	<b>3 948 924</b>	<b>313,88%</b>
Titre II: Fonctionnement	93 500	40 024	14 531	54 555	58,35%
Titre IV: Intervention	35 000		-		0,00%
Titre V: Investissement	1 129 606	34 991	3 859 378	3 894 369	344,75%
<i>Sur ressources propres</i>	89 606	34 991	683 462	718 453	
<i>Sur ressources extérieures</i>	1 040 000		3 175 916	3 175 916	
<b>Développement Rural</b>	<b>4 989 939</b>	<b>62 309</b>	<b>953 068</b>	<b>1 015 377</b>	<b>20,35%</b>
Titre II: Fonctionnement	277 725	43 131	91 986	135 117	48,65%
Titre IV: Intervention	990 000	10 000	245 320	255 320	25,79%
Titre V: Investissement	3 722 214	9 178	615 762	624 940	16,79%
<i>Sur ressources propres</i>	1 522 214	9 178	164 389	173 567	
<i>Sur ressources extérieures</i>	2 200 000		451 373	451 373	
<b>Energie</b>	<b>9 191 077</b>	<b>312</b>	<b>942 310</b>	<b>1 088 122</b>	<b>11,84%</b>
Titre II: Fonctionnement	20 550	312	12 403	12 715	61,87%
Titre IV: Intervention	522 000			145 500	27,87%
Titre V: Investissement	8 648 527		929 907	929 907	10,75%
<i>Sur ressources propres</i>	150 888		79 954	79 954	
<i>Sur ressources extérieures</i>	8 497 639		849 953	849 953	
<b>PME-PMI</b>	<b>279 309</b>	<b>7 060</b>	<b>138 468</b>	<b>145 528</b>	<b>52,10%</b>
Titre II: Fonctionnement	26 450	7 060	11 636	18 696	70,68%
Titre IV: Intervention	155 000		75 000	75 000	48,39%
Titre V: Investissement	97 859		51 832	51 832	52,97%



<i>Sur ressources propres</i>	97 859		51 832	51 832	
<i>Sur ressources extérieures</i>			-		
<b>Total Fonctionnement</b>	<b>12 310 433</b>	<b>2 711 368</b>	<b>3 387 916</b>	<b>6 099 284</b>	<b>49,55%</b>
<b>Total Intervention</b>	<b>7 209 560</b>	<b>1 185 501</b>	<b>1 540 686</b>	<b>2 871 687</b>	<b>39,83%</b>
<b>Total Investissement</b>	<b>32 717 474</b>	<b>1 671 880</b>	<b>8 269 404</b>	<b>9 941 284</b>	<b>30,39%</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>52 237 467</b>	<b>5 568 749</b>	<b>13 198 006</b>	<b>18 912 255</b>	<b>36,20%</b>

Source : DGB (GESCO)

## II.2.4 Les dépenses spécifiques

Ces dépenses concernent les frais de transport et de mission et les frais d'évacuation sanitaire et d'hospitalisation. La spécificité de leur suivi se justifie par la sensibilité de leur gestion, la fréquence élevée de leurs sollicitations et la modicité des dotations allouées.

Le tableau ci-dessous présente le rythme de consommation des crédits inhérents à ces dépenses considérées au 30 juin 2019.

**Tableau n° 10 : Situation des dépenses liées à la prise en charge des frais de mission et de transport (en milliers de francs CFA)**

Natures des dépenses	Engagement au 1er semestre 2018	Prévision 2019	Engagement au 1er trimestre 2019	Engagement au 2e trimestre 2019	Eng. au 1er semestre 2019	Taux
<b>Mission à l'étranger</b>						
<i>Indemnités</i>	547 800	600 000	322 461	277 539	600 000	100,00 %
<i>Frais de transport</i>	584 561	600 000	388 207	211 793	600 000	100,00 %
<b>Evacuation sanitaire</b>						
<i>Frais de transport</i>	111 957	350 000	56 443	103 834	160 277	45,79%
<i>Frais d'hospitalisation</i>	669 214	700 000	329 042	370 958	700 000	100,00 %
<b>TOTAL</b>	<b>1 913 532</b>	<b>2 250 000</b>	<b>1 096 153</b>	<b>964 124</b>	<b>2 060 277</b>	<b>91,57%</b>

Source : DGB (GESCO)

Au 30 juin 2019, l'exécution des dépenses spécifiques montre que le taux moyen de réalisation de ces dépenses est de 91,57%. Ce taux a dépassé la cible de 50 % à atteindre au second trimestre.

Toutefois, on constate un épuisement total des indemnités et frais de transport pour les missions à l'étranger ainsi que les frais d'hospitalisation en ce qui concerne les évacuations sanitaires. Cette situation est la résultante du faible niveau des dotations budgétaires face à la



forte sollicitation de prise en charge des besoins en termes des missions à l'étranger et des évacuations sanitaires.

### III. Les Perspectives

Afin d'atteindre les objectifs qui leurs sont assignés en termes de mobilisation des ressources domestiques pour les six mois restant de l'année, les différentes régies doivent mettre en place des stratégies claires et précises conformément aux recommandations du Fonds Monétaire International (FMI) lors de la sixième revue de la Facilité Elargie de Crédit (FEC).

Dans cette optique, la DGDDI a un gap de 30,52 milliards à combler au cours des six derniers prochains mois de l'année 2019. De même, la DGID doit recouvrer 32,23 milliards et la DGTCP afin de conjurer un gap de 18,24 milliards de FCFA pour les six mois de l'exercice 2019.

En termes de perspectives d'actions, les différentes régies doivent consolider les acquis des années antérieures et poursuivre les actions entreprises au cours du premier semestre 2019.

En ce qui concerne la DGB, elle doit veiller à ce que les dépenses exécutées par la procédure exceptionnelle soient maintenues à un niveau soutenable.

De même, toutes les dépenses de remboursement de la dette et les frais financiers doivent être régularisées au fur et à mesure de la remontée des pièces justificatives par la DGTCP.



**Alexis GUENENGAFO**  
Directeur Général du Budget